ISSN 1662 – 4599

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

18 mai 2009
9e année
Nº 19

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Qu'est-ce qui se cache derrière l'attaque du secret bancaire suisse?

Qu'est-ce que la guerre d'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie en 1999 a à voir avec le secret bancaire suisse?

par Brigitte Queck et Hans-Jürgen Falkenhagen

S'agit-il vraiment pour les politiques allemands de fermer les niches fiscales dont profitent les grands escrocs? S'il en était ainsi, les politiques, les représentants de l'administration et de l'économie qui ont soustrait au fisc des millions d'euros, comme *Zumwinkel,* ancien patron de la Poste qui a volé des millions d'euros aux contribuables, ne demeureraient pas impunis alors qu'on licencie des personnes soupçonnées d'une erreur de caisse de 1,30 euro, comme ce fut le cas récemment de cette caissière syndicaliste d'un supermarché de la chaîne *Kaiser.*

On dénoncerait et sanctionnerait également les fraudes fiscales des grandes sociétés allemandes qui produisent à peu de frais à l'étranger, paient là-bas peu d'impôts et transfèrent vers l'Allemagne uniquement leurs profits. Le gouvernement allemand accepte même facilement que cela entraîne la perte de nombreux emplois en Allemagne.

Au lieu de cela, cette dernière accuse la Suisse, petit pays honnête, de ne pas vouloir abandonner son secret bancaire.

Aucun Etat n'a le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures de la Suisse

Le secret bancaire remonte à l'année 1934, époque de la grande crise financière mondiale où les populations d'Europe n'avaient plus confiance dans l'argent car il permettait d'acheter de moins en moins de choses. Le gouvernement suisse se porta garant des banques suisses. Le secret bancaire fut finalement introduit afin de protéger l'argent des citoyens contre les abus de l'Etat qui, en temps de crise, utilise cet argent dans son propre intérêt.

Reprocher à la Suisse de favoriser la fraude fiscale est faux car elle la réprime sévèrement. Ce que l'on cherche à cacher à de nombreuses personnes, c'est que le citoyen suisse a le droit, par le biais de ses assemblées communales, de déterminer le montant et l'utilisation de ses impôts. C'est un phénomène unique au monde! En Suisse, le secret bancaire est réglementé juridiquement et aucun Etat au monde n'a le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays.

L'attaque contre la Suisse est une attaque conte un Etat souverain

Mais cela n'explique toujours pas pourquoi la Suisse, en ces temps de crise financière mondiale, est diabolisée et sert de bouc émissaire.

Il faut savoir que les *entretiens de Kronberg*, qui ont eu lieu en 2002 sous l'égide du ministre des Affaires étrangères d'alors *Joschka Fischer* et de la *Fondation Bertelsmann* en référence au *Rapport Mitchell* (*George Mitchell* était membre du Sénat américain!) et qui visaient à supprimer la souveraineté des Etats dans le monde entier au profit de la création, sous la domination des Etats-Unis, de nouvelles associations d'Etats, du Proche-Orient à l'Inde, afin de mieux pouvoir les contrôler.

Cela explique pourquoi l'Europe, partenaire des Etats-Unis, cherche à intégrer politiquement et complètement la Suisse dans l'UE. L'attaque actuelle du secret bancaire, et peut-être plus tard celle de sa monnaie, est une attaque contre la souveraineté d'un Etat qui ne s'est pas encore complètement soumis à l'UE et n'est pas encore membre de l'OTAN.

Comme on peut le lire sur le site *www.german-foreign-policy.com* du 8/9/2006, les Américains recommandent depuis des années une recomposition ethnique de l'ensemble des pays du Proche et du Moyen-Orient. La dissolution de groupements entiers d'Etats doit permettre de créer de nouveaux sujets de droit international en fonction de leur appartenance tribale ou religieuse. Ces recommandations ont paru dans la revue militaire américaine *Armed Forces Journal* de juin 2006, qui dépend d'une société qui publie environ 10 revues militaires. Selon un texte d'autopromotion, les revenus de ce groupe s'élevaient officiellement, en 2005, à 7,6 milliards de dollars!

Les cartes de géographie publiées sous le nom de *Peters* recommandent même un démantèlement de l'Arabie saoudite justifié par d'«énormes richesses pétrolières» tout à fait imméritées!

Il s'agit également de retirer à l'Iran le contrôle du golfe Persique et de ses richesses pétrolières et d'attribuer toute la zone côtière du pays à un Etat à créer qui comprendrait une partie de l'Irak.

Ainsi, on priverait des moyens matériels de leur autonomie les deux opposants aux prétentions occidentales à la domination mondiale.

Démantèlement de groupes entiers d'Etats

Selon l'historien français *Pierre Hillard,* la politique allemande encourage de manière déterminante l'agression ethnique des puissances occidentales. Pour lui, lors des *entretiens de Kronberg,* il s'agissait de refondre complètement les institutions politiques, économiques et religieuses des Etats musulmans possédant des ressources énergétiques afin de les souder solidement à l'axe euro-atlantique et, en développant peu à peu la présence de l'Europe dans la région, de permettre aux Etats-Unis de s'imposer.

La volonté de démanteler des groupes entiers d'Etats n'est pas nouvelle au sein de la *Fondation Bertelsmann* qui est pionnière en la matière. Ainsi, à la veille de la guerre en Yougoslavie, elle recommandait de recourir au «principe ethnique» et de mobiliser contre Belgrade des «ethnies», c'est-à-dire, selon ses propres termes, des «minorités définies par le sang et ayant des droits territoriaux». La Fondation a également élaboré un plan de division ethnique de la Hongrie, de la Roumanie, de la Russie et du nord du Caucase.

C'est ainsi que l'on menace plusieurs membres de l'ONU de leur faire perdre leur qualité d'Etat! L'*Armed Forces Journal* fait allusion à ce propos au «déplacement naturel» des frontières consécutif au déplacement biologique des tribus et des «ethnies». Etant donné que certaines formations territoriales sont «contre-nature», il faudrait, maintenant, en modifier la structure et cela du Congo au Caucase, en passant par le Kosovo.

Prétextes pour attaquer la souveraineté des Etats

Comment y parvenir? On pourrait révéler «un sale petit secret de 5000 ans d'histoire»: Le nettoyage ethnique est efficace! Ainsi, la politique a quasiment donné l'absolution aux monopoles de l'armement pour continuer à mener des guerres et à en tirer des profits juteux!

Et cela réussit le mieux, on s'en est rendu compte, lorsqu'on prive pratiquement les Etats de leurs leaders, c'est-à-dire qu'on installe des régimes *Quisling* dans l'intérêt du capital monopoliste international. Et pour accomplir cette tâche, on utilise toutes sortes de prétextes pour attaquer la souveraineté des Etats:

- Avant l'agression de l'OTAN contre la Yougoslavie, on a recouru à l'accusation de «génocide» prétendument commis par les Serbes à l'encontre des Albanais du Kosovo et invoqué la nécessité supposée d'«éviter un second Auschwitz» pour attaquer militairement la Yougoslavie et occuper ensuite militairement le Kosovo. Maintenant, le Kosovo multiethnique n'existe plus.
- Avant l'agression de l'OTAN contre l'Afghanistan, les Etats-Unis invoquèrent même l'art. 51 de la *Charte des Nations Unies* et l'art. 5 du *Traité de l'Atlantique nord* (cas de défense collective) puisque les USA avaient prétendument été attaqués par l'Afghanistan et qu'il fallait «se défendre», sachant pertinemment qu'on ne pourrait se fonder sur l'art. 51 que jusqu'à ce que l'attaque extérieure ait été repoussée. Maintenant nombreux sont ceux qui savent que certains membres du gouvernement américain, des services secrets et de l'armée ont eux-mêmes organisé l'attentat du 11 septembre afin d'avoir un prétexte pour mener la guerre mondiale de l'OTAN contre le terrorisme, avant tout contre les pays musulmans.
- Lors des guerres menées contre l'Irak, il s'agissait officiellement de se débarrasser du dictateur *Saddam Hussein* mais en réalité d'écarter un puissant concurrent dans la région et de mettre en place un régime totalement soumis aux Américains, d'empêcher la perte du monopole mondial du dollar redoutée par les Américains à la suite de l'annonce par Saddam Hussein qu'il allait régler en euros les ventes de pétrole, et finalement de s'emparer des richesses du sous-sol irakien.

En quoi consiste la souveraineté d'un Etat?

A ce sujet, il est important de savoir précisément en quoi consiste la souveraineté d'un Etat.

Ses caractéristiques sont notamment:

- une langue à soi,
- un Etat à soi,
- des frontières à soi,
- un système judiciaire à soi,
- une culture à soi,
- une police et une armée à soi,
- une monnaie à soi.

Dans *Foreign Affairs* de juin 2007, on peut lire: «Réagissant contre les tendances géopolitiques, les pays pourraient recouvrer leur souveraineté grâce à leur monnaie.»

L'Allemagne, qu'elle ait été dirigée par la CDU ou par le SPD, n'a pas, en tant qu'agent d'exécution des Etats-Unis, gardé sa monnaie; elle s'est soumise entièrement au processus d'intégration dans l'UE où, grâce à son rôle de pionnière et de soutien aux USA, elle s'est taillé une position

Suite page 2

On prépare la guerre alors que le monde entier connaît la pire détresse

bh. Obama vient d'adopter un budget de plusieurs milliards de dollars afin de mettre en œuvre les plans de son prédécesseur. La *Nasa* continuera d'explorer l'espace. On veut installer le «global leadership» sur la Lune grâce à une station spatiale militaire et stratégique. Mais la Lune n'est qu'une étape sur la route de Mars, comme l'a déclaré *James Fletcher,* ancien de la *Nasa.* En collaboration avec l'Italie et la Chine, on installera notamment des détecteurs d'antimatière sur la Lune.

Cette information publiée récemment par le «Corriere della Sera» fait certainement plaisir à ceux qui participent de manière directe ou indirecte à la grande machinerie de la guerre. Divers secteurs de recherche seront impliqués, à commencer par l'étude de l'effet des rayons cosmiques sur les organismes et celle des moyens de préparer une nourriture consommable dans les conditions de la Lune ou de Mars. De plus, on étudiera expérimentalement des systèmes de commande de toutes sortes et l'utilisation de l'antimatière sur une grande échelle, etc.

En ces temps de grave crise financière, on dépense des milliards pour de tels projets. Comment comprendre cela? La machinerie militaire ne s'est jamais préoccupée de la misère des hommes. Elle part de l'idée de guerre totale. Et en aidant, avec nos établissements d'enseignement supérieur, l'élite spirituelle et technologique à imaginer des manières de plus en plus sophistiquées de détruire la planète et ses habitants, nous sommes complices de cette machinerie de guerre.

Pour être complets, mentionnons que le régime d'*Hitler,* avec ses meilleurs physiciens et techniciens, a été le pionnier des projets de conquête de l'espace. On étudiait l'antigravitation, c'est-à-dire la possibilité d'abolir la gravitation. On cherchait l'énergie zéro. Le pôle Nord et le pôle du Sud jouent à nouveau un rôle important dans ce genre de projets. Le champ magnétique terrestre sert à diverses expériences et on n'hésite pas à chauffer l'ionosphère. On installe aujourd'hui en Europe ce qui était jadis installé en Alaska sous le nom de «HAARP». Ceux qui s'intéressent à l'histoire contemporaine ne s'étonnent pas de voir se réaliser les meilleures recettes des nazis. Il s'agit de plusieurs milliers de brevets de physiciens et de techniciens allemands dont les alliés se sont emparés après 1945.

Que désire le «directoire des grands» de l'UE

Steinbrück renouvelle ses provocations et cause consciemment des dégâts en matière de politique étrangère

par Karl Müller

Les pays d'Europe ont actuellement un avant-goût de ce que serait la mise en œuvre du «traité de Lisbonne», accordant au «directoire des grands et à quelques-uns de ses vassaux» (*Jean Asselborn,* ministre luxembourgeois des Affaires étrangères) un poids encore plus grand en voix – ce serait bien le cas pour les Etats formant ce directoire, à savoir la France, la Grande Bretagne et surtout l'Allemagne – si le règlement de la «double majorité», par rapport à celui du «traité de Nice» valable actuellement, et si l'extension des domaines relevant des décisions prises à la majorité étaient adoptés.

Le sénat de la République tchèque vient à peine d'avaliser à contrecœur le «traité de Lisbonne» – cédant ainsi à des pressions massives et après avoir subi pendant des mois le comportement arrogant avant tout des politiciens allemands – que les membres de ce directoire, notamment les représentants allemands, triomphent. 1938 se rappelle à notre souvenir!

Les voix qui, en Europe, se permettent de parler franchement sont d'autant plus précieuses. Le ministre des Finances allemand a récemment non seulement attaqué de façon provocante le Luxembourg et l'Autriche, pays de l'UE, ainsi que le Lichtenstein et la Suisse, mais a apporté la preuve qu'il se comporte envers les pays d'Afrique comme les colonialistes blancs d'alors.

Le ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, *Jean Asselborn,* a caractérisé ces débordements du ministre allemand de «niveau en-dessous de la ceinture», «d'une arrogance inouïe» et «une façon de s'exprimer avilissante». – «Chaque Luxembourgeois se souvient avec horreur de l'époque où venaient d'Allemagne des paroles et des discours, des humiliations et la peur.»

Un jour auparavant, le 5 mai, lors de la réunion des ministres des Finances de l'UE, le Premier ministre du Luxembourg, *Jean-Claude Juncker,* avait violemment critiqué les listes «grises» et «noires» de caractère parfaitement malhonnête et allant à l'encontre du droit international, établies sous l'impulsion notamment du parti socialiste allemand. Il a rappelé que les gouvernements des pays de l'UE présents lors du sommet du G20 à Londres, soit de l'Allemagne, de la France, de l'Italie et de la Grande Bretagne, n'avaient pas respecté les décisions prises lors du sommet de l'UE de mars. On y avait décidé de renoncer à mettre des pays de l'UE sur ces listes.

L'actuel président du Conseil européen des ministres des Finances, le ministre tchèque *Miroslaw Kalousek,* a soutenu la critique venue du Luxembourg dans la mesure de ses possibilités et s'est adressé ainsi aux ministres de l'UE présents: «J'estime nécessaire de présenter mes excuses au Luxembourg et à l'Autriche – il n'était pas honnête de publier leurs noms sur cette liste.»

Toutefois, le ministre allemand des Finances ne s'en préoccupe guère. «Nous continuerons de nous occuper de cette question» fit-il savoir, en réaction à la critique. Et en fait, Steinbrück et le parti socialiste continuent comme si de rien n'était. Dernièrement encore, le 7 mai, au sein du *Bundestag.* Car ils savent, et le disent, qu'ils agissent dans le sens (et sur ordre?) du nouveau gouvernement américain.

Aux USA, on ne fait pas uniquement fonctionner la planche à billets pour se procurer de l'argent frais; les citoyennes et citoyens américains eux-mêmes doivent s'attendre à payer toujours plus pour financer les guerres qui dévorent des billions de dollars et pour les versements au monde de la finance. Cela sous prétexte d'agir pour la justice sociale, le tout devant être pris soi-disant avant tout aux «riches».

Le parti socialiste allemand (SPD) se contente d'un tel agissement déloyal. Car, ce n'est pas l'expérience qui lui manque dans le domaine de la répartition de «bas» en «haut» présentée comme une «réforme sociale». Le 5 mai, le vice-président du groupe parlementaire socialiste au Bundestag, *Joachim Poss,* avait affirmé dans une déclaration de presse du groupe, que les agissements des Etats-Unis étaient un «signal important», donnant raison au comportement du parti socialiste.

Mais d'autres partis allemands voient les choses tout autrement. Lors du débat du 7 mai au Bundestag, le député du parti libéral (FDP), *Hermann Otto Solms,* s'est adressé directement au ministre des Finances: «Il vaudrait mieux négocier avec les pays amis plutôt que de les menacer. Cela est vrai particulièrement pour la Suisse qui a entrepris son processus de démocratisation dès 1291, ce qui en fait un pays à très longue tradition démocratique. La Suisse peut encore aujourd'hui être un modèle pour nous, il suffit d'évoquer les instruments de démocratie directe de ce pays. Nous n'avons pas à donner des leçons aux Suisses, mais à négocier avec eux pour trouver des solutions acceptables par les deux parties.» Quant au vice-président du groupe parlementaire chrétien-social (CDU/CSU), *Michael Meister,* il avait estimé le 5 mai déjà que «Steinbrück renouvelle ses provocations et cause consciemment des dégâts en matière de politique étrangère.»

* * *

Comment se fait-il que le SPD, qui se prenait pour le digne gardien de l'UE, mélangeant tout, se lance avec agressivité contre les petits pays de cette UE et contre d'autres petits pays, telle la Suisse? Tout cela à cause de prétendues petites sommes, lesquelles, même si elles existaient, ne représenteraient pas plus qu'une goutte d'eau comparées à la montagne de dettes de l'Etat allemand qui s'élève à 1,5 billion (1500 milliards) d'euros?

Si le calcul de Steinbrück devait se révéler juste, soit 2 milliards d'euros de pertes fiscales du fait des transferts de fonds allemands en Suisse, cela représenterait 1 pour mille de la dette. Trop peu pour payer les intérêts de cette dette pendant deux semaines. Par ailleurs, de telles questions devraient être traitées par négociations équitables.

Mais où se trouvent donc ces fortunes qui, selon Steinbrück (qui s'exprimait à ce propos au Bundestag le 7 mai), pourraient rapporter à l'Etat allemand annuellement 100 milliards d'euros, soit 50 fois plus que ce qu'il pourrait retirer de la Suisse? On les trouve peut-être dans les paradis fiscaux britanniques ou américains, que Steinbrück se garde bien de nommer!

Il apparaît donc clairement qu'il s'agit d'autre chose que de récupération d'impôts non payés. Ce qui est aussi apparu dans les critiques émises au Bundestag suite aux attitudes inconséquentes de Steinbrück.

Il ne s'agit pas non plus de soucis d'équité, ce qui irait par trop à l'encontre de la politique allemande, et notamment de la politique du SPD.

Peut-on penser qu'on se comporte aussi brutalement seulement pour gagner quelques voix dans les élections à venir? Ce n'est guère crédible, à moins que la direction du SPD ait complètement perdu la tête.

De quoi donc s'agit-il? Un ordre des Etats-Unis, eux-mêmes enfoncés jusqu'au cou et qui voudraient réduire la concurrence de l'UE? A peine, du fait que le comportement actuel du SPD n'est guère propice à renforcer cette UE.

*Peut-on penser à un retour mutant de la vieille conception national-socialiste d'une Europe sous direction de l'Allemagne? Il y aurait malheureusement quelques indications, voire des preuves dans ce sens, malgré les tentatives d'occultation de cette thèse encore tabou jusqu'à présent.**

La remarque du Premier ministre du petit pays qu'est le Luxembourg – émise lors d'une interview accordée à «Spiegel Online» du 9 mai – dit: «nous avons déjà une fois été occupés et nous avons souffert de l'occupation allemande». Ces mots vont au-delà de la simple rhétorique politique et doivent être pris très au sérieux!

Il est donc particulièrement grotesque de la part des dirigeants de la «Linkspartei» et des Verts de soutenir la politique de Steinbrück.

Mais, n'est-ce là qu'un concept allemand? Qui voulait, il y a 80 ans, voir les national-socialistes au pouvoir en Allemagne? Il ne s'agissait pas que de pouvoir, mais d'un pouvoir mondial et de beaucoup d'argent – pour le grand capital de New York et Londres. Il suffit de relire les livres d'histoire.

Qui a intérêt aujourd'hui à laisser brandir le fouet et le bâton par le plus puissant «vassal» en Europe? Il est honteux qu'un parti qui se prétend «social-démocrate» s'engage ouvertement dans cette voie. •

* On trouve dans la littérature scientifique des études démontrant les relations entre les conceptions national-socialistes concernant l'Europe et celles de l'après-guerre, p.ex. dans le livre de *John Laughland:* «The Tainted Source: Undemocratic Origins of the European Idea» (1998, ISBN 978-0751523249), ou bien le recueil «Europäische Integration. Deutsche Hegemonialpolitik gegenüber Westeuropa 1920–1960» dans la publication «Beiträge zur Geschichte des Nationalsozialismus» (2002, ISBN 3-89244-607-5). Malheureusement, on en parle trop peu, sauf dans le journal Internet *www.german-foreign-policy.com* pour les régions de langue allemande.

«Qu'est-ce qui se cache ...»
suite de la page 2

de leader par la grâce des Américains. Et c'est dans c e schéma que les Etats-Unis, en collaboration avec l'UE, en particulier l'Allemagne, veulent forcer la Suisse à entrer, ce pays qui, avec ses institutions comme la *Croix-Rouge* et d'autres organismes économiques soucieux du bien commun, pourrait être un modèle pour beaucoup d'Etats européens.

Assujettir complètement les pays en développement riches en matières premières

Nous voudrions encore mettre l'accent sur un aspect de la question. Depuis des années, avant tout les pays en développement riches en matières premières qui ne veulent pas se soumettre aux diktats de la bourgeoisie américaine de la finance et des monopoles se voient soumis à de lourdes sanctions également de la part de l'UE: On leur «coupe les vivres» afin de pouvoir les assujettir complètement sous forme de guerres.

Pour ces pays, la Suisse a toujours été jusqu'ici un partenaire de confiance.

C'est pourquoi, pour la bourgeoisie monopoliste, une attaque générale contre la Suisse, approuvée aussi par une partie de la gauche allemande, du SPD au parti *die Linke,* est si importante.

C'est pourquoi les milieux monopolistes tentent de briser la résistance de la Suisse. Selon Pierre Hilliard, ils projettent une partition du pays qui rattacherait le Tessin à l'Italie, la Suisse romande à la France et la Suisse alémanique à l'Allemagne.

Poursuite de la politique étrangère agressive des Etats-Unis

Quant à nous, nous pensons ceci: L'Allemagne ne devrait pas se sentir si sûre d'elle au motif qu'aujourd'hui elle se comporte en partenaire des Etats-Unis. En effet elle pourrait, demain, tomber en disgrâce comme l'Irak il y a peu. Sous les *Bush père* et *fils,* l'Amérique a toujours réussi, grâce aux mensonges, également à l'égard de sa population (cf. le 11-Septembre), à mener progressivement à bien ses projets de domination mondiale selon la devise «diviser pour régner». Comme *Barak Obama* a les mêmes conseillers que ses prédécesseurs et qu'il dépend évidemment aussi du complexe militaro-industriel qui le soutient financièrement, la poursuite de la politique étrangère agressive des Etats-Unis est programmée.

Pourquoi l'Allemagne devrait-elle continuer d'obéir à un tel Etat qui vit aux dépens du monde entier au lieu de chercher de nouveaux alliés sur qui elle puisse compter? •

(Traduction *Horizons et débats*)

Petite histoire des exilés allemands en Suisse

rl. Au cours des années 1830 et à la fin des années 1840, des penseurs et hommes politiques allemands ont souvent fui leur «patrie» pour venir en Suisse, pays neutre où ils étaient à l'abri des persécutions de leurs souverains despotiques. La Suisse leur a accordé l'asile et a subi les attaques des pays d'origine. La plupart des émigrés ont participé par la suite de manière constructive à la mise en œuvre du nouvel Etat fédéral suisse. A la fin du XIXe siècle, les lois de *Bismarck* contre les socialistes ont provoqué une nouvelle vague d'émigrés politiques.

Des émigrés ont imprimé à Zurich le journal de parti *Der Sozialdemokrat* et en ont fait passer des exemplaires clandestinement en Allemagne. La situation est devenue menaçante car Bismarck se voyait gêné dans son projet d'anéantissement du mouvement social-démocrate. Le chancelier allemand a demandé à la Suisse de maintenir l'ordre, sinon il se verrait obligé d'envoyer des policiers allemands en Suisse (!) (Il n'était pas question de «cavalerie»).

Bismarck avait introduit en Suisse des agents provocateurs qui devaient convaincre les exilés de rentrer au pays pour les faire arrêter ensuite une fois passée la frontière. En 1889, l'affaire a été découverte. Bismarck a menacé ouvertement la Suisse d'une guerre douanière et d'une non-reconnaissance de la neutralité.[1]

Grâce à l'intrépide président de la Confédération et chef du Département politique *Numa Droz,* on a pu calmer le jeu par la voie diplomatique et dans le respect de la neutralité.

Une vague plus importante de réfugiés politiques est venue à l'apparition de la terreur nazie au début des années 1930. Non seulement un grand nombre de sociaux-démocrates, mais aussi des libéraux, des conservateurs, des chrétiens et des communistes ont cherché à se protéger de la terreur nazie. La Suisse a été pour beaucoup une étape vers la liberté jusqu'à l'occupation complète de la France par la *Wehrmacht* qui a isolé totalement et menacé la Suisse.[2]

Le pays s'est alors trouvé dans une situation très difficile. D'une part on a tenté de protéger le plus grand nombre possible de personnes mais d'autre part, il fallait, en raison des pressions exercées par les grandes puissances, recourir à la voie diplomatique de la neutralité pour survivre.

La neutralité et la tradition humanitaire de la Suisse ont été une planche de salut pour la social-démocratie allemande dans les périodes difficiles de son histoire. En conséquence, il est honteux que ceux qui se disent sociaux-démocrates mènent aujourd'hui contre la Suisse leur attaque déguisée en «guerre fiscale». •

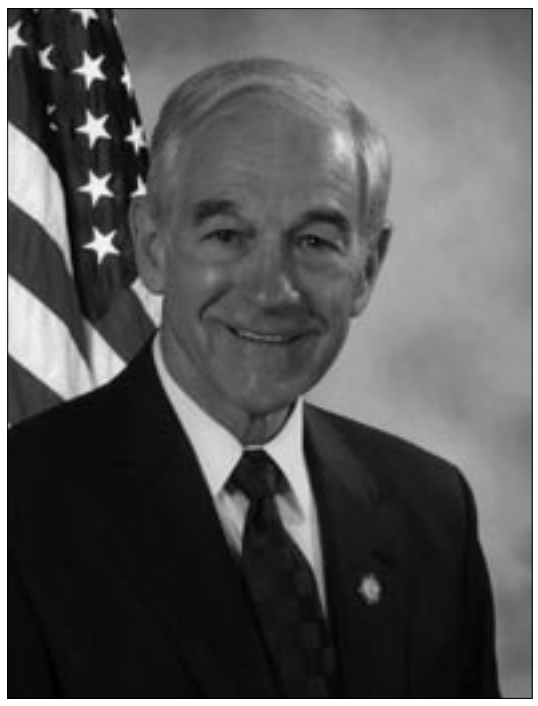
1 Edgar Bonjour, *Histoire de la neutralité suisse. Quatre siècles de politique extérieure fédérale.* Tome II.

2 Klaus Urner, *Die Schweiz muss noch geschluckt werden! Hitlers Aktionspläne gegen die Schweiz.* Verlag NZZ, ISBN 3-85823-303-X.

La politique étrangère américaine continue de correspondre aux vœux des néoconservateurs

Interview du député républicain au Congrès Ron Paul sur la faillite imminente du pays et une guerre probable contre l'Iran

par Jihan Hafiz



Ron Paul, député americain au Congrès

hd. Il ne semble pas que les milieux économiques et gouvernementaux occidentaux réfléchissent particulièrement à la crise économique actuelle. Un peu plus de morale et de responsabilité individuelle, un peu moins de libéralisation et un peu plus de contrôles certes, mais pas de changement de cap.

La crise n'est pas tombée du ciel. On l'annonçait depuis plusieurs années mais rien n'a été fait. Au lieu de réfléchir, on en fait payer le coût exorbitant aux contribuables des différents pays et les responsables encaissent l'argent, avant l'écroulement total du système.

Aussi longtemps que les liens avec ceux qui tirent les ficelles du désastreux système financier ne seront pas coupés, l'économie des différents peuples continuera de végéter. A moins qu'ils abandonnent ce système centraliste et qu'ils se mettent à développer des alternatives, comme cela commence à se faire ici ou là.

Une des personnes qui ont tiré la sonnette d'alarme assez tôt est le député républicain au Congrès Ron Paul. Il dénonce l'escroquerie sur laquelle repose ce qu'on appelle «système financier mondial» et qui est à l'origine d'injustices flagrantes et de guerres dévastatrices. La dissolution de la Réserve fédérale (Fed) qu'il propose serait une véritable libération et apporterait une ébauche de solution en vue d'un nouvel ordre mondial financier et économique.

Nous publions ci-dessous l'interview que Ron Paul a accordée à la chaîne américaine PressTV. Bien qu'elle date déjà du 28 décembre 2008, elle n'a rien perdu de son actualité. Press TV présente Paul comme «un politicien conservateur qui demande que son pays mette fin à la présence militaire américaine à l'étranger et se retire de l'ONU, de l'OTAN, de l'Alena [Accord de libre-échange américain entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique] et qui s'oppose à l'Internal Revue Service (IRS) (autorité fiscale fédérale). Député du 14e district du Texas à la Chambre des représentants, il estime que la politique étrangère américaine doit être réformée pour éviter des conflits dans le monde entier».

Press TV: Nous sommes heureux que vous nous accordiez une interview. Commençons par la politique étrangère. A votre avis, quelle sera l'attitude du nouveau gouvernement à propos de la guerre en Irak?

Ron Paul: Il poursuivra la politique du gouvernement précédent. Je ne m'attends pas à beaucoup de changements. Bien que *Barack Obama* ait promis de rapatrier les troupes d'ici à 16 mois, il revient sur cette promesse à cause de l'accord passé avec le gouvernement irakien.

Je ne pense pas qu'il ait jamais sérieusement voulu changer de politique étrangère. Je pense que la politique étrangère de ce pays reste toujours la même, qu'elle soit menée par les républicains ou les démocrates. Quand *George Bush* est venu au pouvoir en 2000, il était très critique à l'égard de la politique étrangère de *Clinton:* elle pratiquait trop le «nation building» (reconstruction d'Etat), le maintien de l'ordre dans le monde. Les gens aimaient entendre ce discours. Mais lorsqu'ils sont au pouvoir, ils font tous la même chose.

Ainsi, je ne m'attends pas à de grands changements en Irak. Et Obama ne prétend même pas avoir une autre opinion sur l'Afghanistan. Il ne semble pas qu'il envisage des politiques spécifiques pour les différents pays. D'une manière générale, il est favorable à l'interventionnisme.

C'est juste une question de rythme et de personnes que vous choisissez, mais il a choisi tous ceux que *John McCain* apprécie. Les néoconservateurs aiment le groupe de spécialistes de politique étrangère qu'il a réuni. Par conséquent, ce n'est plus qu'une question de temps: la base démocrate, qui ne voulait pas qu'il poursuive la politique de Bush et de McCain, sera bientôt contrariée.

Que pensez-vous de la situation en Afghanistan?

Les attentats vont continuer. Cette semaine, il y a eu ces policiers afghans tués par erreur. Et il y a les incursions au Pakistan où des innocents sont tués, mais tout le monde prétend que ce n'est pas une affaire. Or c'est important, cela ne fait que radicaliser les marges.

Je ne crois pas que le gouvernement pakistanais soit assez stupide pour dire: faisons la guerre à l'Inde. Mais je crois que peu importe la société ou le pays. Il y a toujours un groupe qui peut être radicalisé s'il est motivé. On tue de plus en plus de monde, des innocents, des civils, en prétendant qu'il s'agit de terroristes. Mais comment le sait-on? Les a-t-on capturés et jugés?

Je pense que cette évolution est très mauvaise et je la condamne, dans notre propre intérêt. Je pense que c'est mauvais pour l'Amérique. Plus cela continuera, plus ce sera coûteux financièrement et en vies sacrifiées et plus nous nous exposerons à une attaque terroriste en Amérique.

Vous savez, là-bas, nous sommes des cibles faciles mais ils sont capables de venir nous attaquer ici. Je ne crois pas que les terroristes n'aient pas de motivations. Nous devrions nous demander davantage quelle est l'origine de leurs motivations.

Pensez-vous qu'il y aura davantage d'attaques aériennes d'un territoire souverain, au Pakistan?

Je pense qu'Obama continuera. En effet, je crois que la politique étrangère est contrôlée en dehors des partis politiques. Je crois que ces derniers n'ont pas grand-chose à dire à ce sujet. Je crois donc que ces attaques vont se poursuivre.

Et, malheureusement, je crois qu'Obama a été assez inflexible en ce qui concerne l'Iran. Il a certes annoncé qu'il leur parlerait peut-être, mais il n'a pas dit qu'il n'y aurait jamais de blocus de l'Iran: il pense que même s'il n'est que possible qu'ils détiennent l'arme [nucléaire], nous avons l'obligation morale de les stopper.

Avons-nous empêché le Pakistan, l'Inde, Israël d'avoir l'arme nucléaire? Pourquoi la question serait-elle si importante quand il s'agit de l'Iran? Mais Obama s'est montré très ferme lorsqu'il a parlé de politique étrangère aux internationalistes, à ceux qui déterminent la politique étrangère des démocrates et des républicains.

Les mêmes mensonges qu'à propos de l'Irak

Une année s'est écoulée depuis que la National Intelligence Estimate (NIE) [rapport des Services de renseignements américains] a

Suite page 4

Projet de loi portant dissolution du Bureau des gouverneurs de la Réserve fédérale et des banques de la Réserve fédérale déposé par Ron Paul le 3 février 2009 devant la Chambre des représentants

Projet de loi (HR 833 IH) portant notamment dissolution du Bureau des gouverneurs de la Réserve fédérale et des banques de la Réserve fédérale et abrogation de la Loi sur la Réserve fédérale.

Le Sénat et la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique réunis en Congrès promulguent la loi suivante:

1ére partie: Dénomination succincte

La présente loi s'intitulera «Loi sur la dissolution du Bureau de la Réserve fédérale».

2e partie: Dissolution du Bureau de la Réserve fédérale

a) Généralité – La Réserve fédérale et toutes les banques de la Réserve fédérale sont abolies. La loi entre en vigueur au terme d'un délai d'une année à compter de sa promulgation.

b) Abrogation de la Loi sur la Réserve fédérale – L'abrogation de la Loi sur la Réserve fédérale entre en vigueur une année après la date de la promulgation de la présente loi.

c) Exécution

1. Gestion pendant la période de dissolution – Au cours de l'année mentionnée au point a), le président du Bureau des gouverneurs de la Réserve fédérale, remplira les missions suivantes:

A) aux seules fins de liquider les affaires du Bureau des gouverneurs de la Réserve fédérale et des banques de la Réserve fédérale,

i) il dirigera les employés du Bureau des gouverneurs et de toutes les banques de la Réserve fédérale et procédera au versement aux employés des dédommagements et des prestations qui leur sont dus avant la suppression de leur emploi,

ii) il administrera les actifs et les créances du Bureau des gouverneurs et des banques de la Réserve fédérale jusqu'à ce qu'ils soient liquidés ou repris par le ministère des Finances en conformité avec le présent paragraphe,

B) il pourra prendre toute mesure nécessaire pour liquider, avec l'approbation du ministre des Finances, les affaires du Bureau des gouverneurs et des banques de la Réserve fédérale.

2. Liquidation des actifs

A) Généralité – Le directeur du Bureau du management et du budget liquidera tous les actifs du Bureau des gouverneurs et des banques de la Réserve fédérale le plus rapidement possible et de manière ordonnée afin d'optimiser le profit pour le ministère des Finances.

B) Transfert au ministère des Finances – Après avoir satisfait à toutes les demandes adressées au Bureau des gouverneurs et à toute banque de la Réserve fédérale acceptées par le directeur du Bureau du management et du budget et après avoir racheté les actions des banques de la Réserve fédérale aux actionnaires, le produit net de la liquidation selon le sous-paragraphe A sera transféré au ministère des Finances et versé au fonds général du Trésor.

3. Reprise des créances – Toutes les créances du Bureau des gouverneurs et des banques de la Réserve fédérale non remboursées au moment de la dissolution de ces institutions, y compris les créances pour les retraites et autres prestations destinées aux anciens cadres et employés du Bureau des gouverneurs et des banques de la Réserve fédérale, conformément aux programmes de retraites et de prestations, deviennent des créances du ministère des Finances et seront payées en puisant dans le fonds général conformément au paragraphe 2), lequel étant dévolu à cette fin jusqu'à ce que ces créances soient satisfaites.

d) Rapport – A la fin de la période de 18 mois à partir de la date de promulgation de la présente loi, le ministre des Finances et le directeur du Bureau du management et du budget soumettront au Congrès un rapport commun décrivant en détail les mesures prises pour appliquer la présente loi de même que les mesures non encore prises et les questions non encore résolues au moment de la présentation du rapport.

Source: http://thestressblog.com/2009/02/07/ron-pauls-hr-833-federal-reserve-board-abolition-act/

(Traduction *Horizons et débats)*

Le projet révolutionnaire consistant à faire travailler la société américaine dans l'intérêt de Wall Street

Comment en est-on arrivé à créer la Réserve fédérale?

«L'élite financière avait [en novembre 1910] entrepris un voyage de 800 miles qui la […] conduisit finalement à la petite ville de Brunswick en Géorgie. Une des îles situées au large de cette ville venait d'être achetée par *J. P. Morgan* et quelques-uns de ses partenaires commerciaux […]. Cette île s'appelait Jekyll Island.» (p. 23, numérotage de la version allemande)

«Les sept hommes qui participaient à la rencontre secrète de l'île Jekyll où fut inventé la *Réserve fédérale* possédaient environ le quart de la richesse mondiale.» (p. 42) «C'est ici qu'étaient réunis les représentants des plus grands consortiums bancaires du monde: *Morgan, Rockefeller, Rothschild, Warburg* et *Kuhn-Loeb*». (p. 28)

«Ils savaient tous que la solution de ces problèmes [concurrence entre les banques et la réserve monétaire] devait être trouvée dans un mécanisme de cartel qui avait été imaginé en Europe et avait déjà été expérimenté dans des situations semblables. Comme pour tous les cartels, ce projet devait être légalisé et soutenu par le pouvoir gouvernemental sous prétexte de protéger les citoyens. Aussi l'objectif le plus important était-il de savoir comment convaincre le Congrès que le projet [la création d'un cartel des banques] devait servir à protéger la population.» (p. 33)

«Les participants à la rencontre représentaient les institutions financières de Wall Street et indirectement des institutions européennes. La raison du secret était aisée à comprendre: Si l'on avait appris que des éléments rivaux du système bancaire étaient sur le point de se grouper, le public aurait été effrayé par cette restriction apportée à la libre concurrence. […] Ce qui est finalement sorti de cette réunion fut un accord cartellaire visant 5 objectifs: tenir en échec la concurrence de plus en plus vive des nouvelles banques; obtenir l'autorisation d'imprimer, pratiquement à partir de rien, de l'argent pour des prêts; s'assurer le contrôle des réserves de la totalité des banques afin que les établissements financiers les plus imprudents échappent au danger des fuites monétaires et des ruées sur les banques; faire payer aux contribuables les pertes inévitables du cartel et, finalement, convaincre le Congrès que tout cela était dans le seul intérêt de la population.» (p. 41)

«Le projet révolutionnaire de Warburg consistant à faire travailler la société américaine pour Wall Street était d'une simplicité enfantine. […] La *Réserve fédérale* est un monopole privé et légalisé de réserve monétaire au profit d'un petit nombre institué sous le prétexte de favoriser et de protéger l'intérêt général.» (p. 40, cit. d'après Antony Sutton, «Wall Street and F.D.R.», p. 94)

Voici comment fonctionne la Réserve fédérale …

«Seule une petite partie de l'argent [que l'Etat met à disposition pour des projets] provient des impôts. La plus grande partie est générée par la Réserve fédérale. Dès que l'argent nouvellement créé retourne aux banques, il revient rapidement dans l'économie où il se mélange à l'argent en circulation et en diminue la valeur. Il en résulte une augmentation des prix qui ne fait que traduire une diminution de la valeur du dollar.» (p. 51)

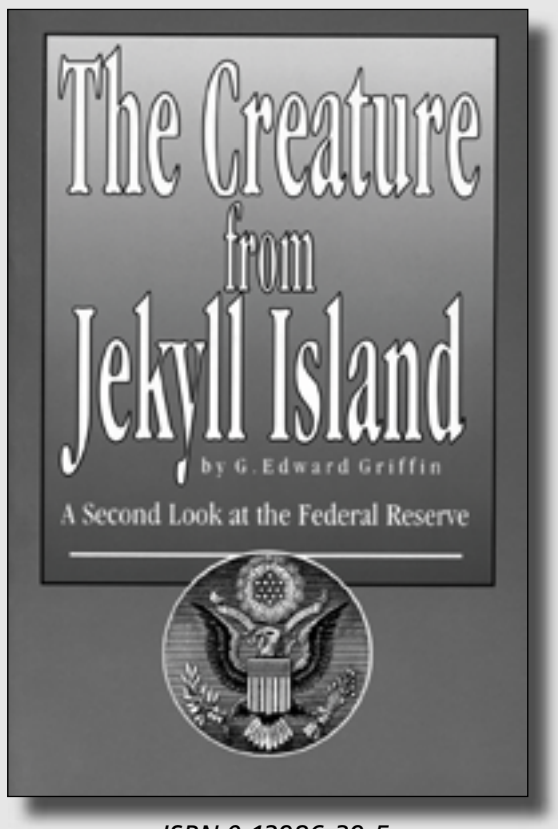
… et quelques-uns de ses effets

Depuis sa création, elle [la Réserve fédérale] a assisté aux krachs de 1921 et de 1929 de même qu'aux grandes dépressions de 1929 et de 1939, aux récessions de 1953, de 1957, de 1969, de 1975 et de 1981, au «lundi noir» de la Bourse de 1987 et à une inflation de 1000% qui a détruit 90% du pouvoir d'achat du dollar. […] En 1990, une personne avait besoin d'un revenu de 10 000 dollars pour acheter ce qui, en 1914, n'aurait coûté que 1000 dollars. Cette dévalorisation incroyable a été transférée en catimini au gouvernement fédéral sous forme d'impôts dissimulés et cela a été possible grâce au mécanisme de la Réserve fédérale.» (pp. 37–38)

Source: G. Edward Griffin, Die Kreatur von Jekyll Island. Die US-Notenbank Federal Reserve, das schrecklichste Ungeheuer, das die internationale Hochfinanz je schuf, Jochen Kopp Verlag, 2006 (ISBN 3-938516-28-3)

(Version originale en anglais: The Creature from Jekyll Island. A Second Look at the Federal Reserve, Amer Media, 2002)

(Traduction *Horizons et débats)*



ISBN 0-12986-39-5

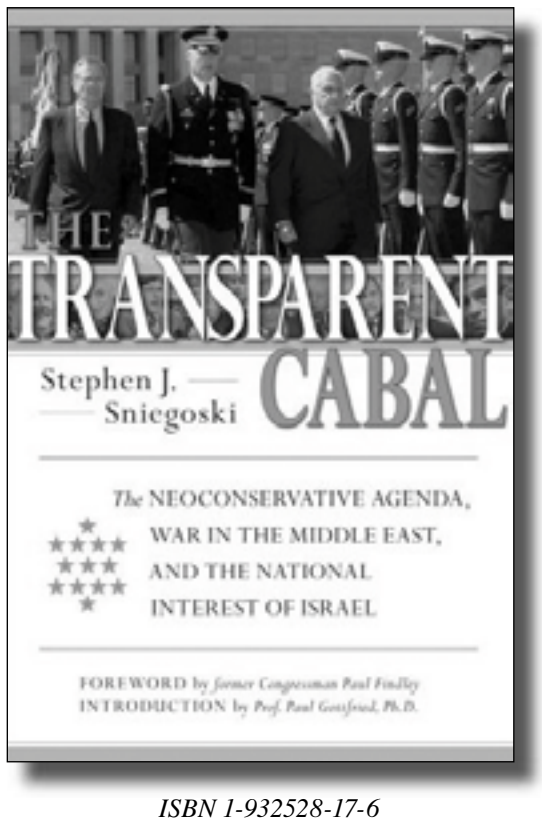
«La politique étrangère américaine …»
suite de la page 3

écarté l'idée que l'Iran produisait l'arme nucléaire et pourtant il est beaucoup question de guerre ici, à Washington. Pourquoi?
Je pense qu'il y a un grand nombre de raisons à cela. Le pétrole est une raison importante. Ensuite, je pense qu'il y a l'idée néoconservatrice selon laquelle nous sommes un peuple bon qui doit imposer sa bonté aux autres peuples. D'autre part, je pense qu'Israël a quelque chose à voir ici.

Et puis certaines personnes sont honnêtement convaincues que les Iraniens sont des méchants qui veulent nous bombarder. Autant de raisons qui s'additionnent. Certaines nous ont amenés à attaquer les Irakiens. La désinformation est très importante et l'on réagit de manière affective. Mais malheureusement, les Américains n'aiment pas les considérations générales. D'une certaine manière, le candidat qui se déclare en faveur de la paix part gagnant. Ainsi, Obama était un candidat de paix. Il voulait moins d'interventionnisme. Mais à vrai dire, c'était sans importance.

Je pense que nos politiques sont verrouillées. Le salut pourrait provenir du fait que la faillite de notre pays nous obligera à quitter l'Afghanistan, comme les Soviétiques ont dû le faire en raison du manque d'argent et de l'échec du système. Notre système pourrait s'écrouler et ce pourrait être une bénédiction déguisée.

Pensez-vous qu'avec le nouveau gouvernement, nous verrons une différence de politique à l'égard du conflit israélo-palestinien? Pensez-vous que la solution passe par le Hamas?



ISBN 1-932528-17-6

Je ne m'attends pas à des changements importants sur cette question. Je ne pense pas qu'il aura plus de sympathie à l'égard des Palestiniens. Il pourrait manifester un intérêt de pure forme, mais si quelque chose déplaît à Israël, cela ne passera pas.

Abolir la Réserve fédérale

Venons-en à l'économie. Pourquoi avez-vous fait cette proposition de loi destinée à dissoudre la Réserve fédérale?
Parce que la Réserve fédérale est une banque centrale illégale au regard de notre Constitution et qu'elle ne nous fait que du mal: en effet, elle a le pouvoir de créer de la monnaie comme par magie. Nous avons légalisé la fausse monnaie. La raison pour laquelle une personne comme moi qui aime la liberté individuelle y est si opposée est que la Fed permet aux gouvernements d'échapper à ses responsabilités. Si vous étiez dans une société possédant une monnaie saine, vous devriez lever des impôts et dépenser l'argent en sachant exactement ce que vous faites, mais quand une banque secrète peut créer de la monnaie comme par magie, le gouvernement peut circonvenir le peuple et le Congrès. Il peut faire la guerre sans avoir à rendre de comptes.

Si nous faisions payer aux contribuables tout ce que nous faisons outre-mer, cela prendrait fin au bout de quelques semaines parce que nous n'aurions plus d'argent, mais si vous faites marcher la planche à billets, vous pouvez vous en tirer provisoirement. Les soucis d'argent sont pour plus tard. Nous avons eu la chance de posséder la monnaie de réserve du monde et n'avons pas souffert de l'inflation.

Cela renforce le gouvernement central. En outre, c'est illégal et immoral. On ne permet pas à un individu de faire de la fausse monnaie; pourquoi autorise-t-on une banque secrète à le faire? De nombreuses raisons militent contre l'existence d'une banque centrale qui nous fait tant de mal.

> «Cela renforce le gouvernement central. En outre, c'est illégal et immoral. On ne permet pas à un individu de faire de la fausse monnaie; pourquoi autorise-t-on une banque secrète à le faire? De nombreuses raisons militent contre l'existence d'une banque centrale qui nous fait tant de mal.»

Au début d'un cycle inflationniste, on enregistre certains bénéfices car on a l'impression d'être riche, mais ce n'est que temporaire. Nous voyons maintenant le marché s'effondrer et nous nous rendons compte que ce n'était pas une bonne idée. C'était une bulle.

Et maintenant, les bulles créées par la Réserve fédérale commencent à éclater et la dernière à sauter sera celle du dollar. Nous sommes endettés à hauteur de billions de dollars, ce qui signifie que le dollar ne sera plus capable de résister et le monde finira par rejeter cette monnaie, ce qui entraînera chez nous une hausse des taux d'intérêt et des prix et le pays s'appauvrira considérablement.

Je me conforme à la Constitution

Pourquoi vous qualifie-t-on toujours de véritable «constitutionnaliste»?
Parce que je me conforme à la Constitution. Et c'est une tradition de la respecter à la lettre. Son article premier énumère, au premier alinéa, ce que nous avons le droit de faire et les amendements 9 et 10 stipulent ce que nous ne sommes pas autorisés à faire. Ainsi, tous les gouvernements devraient être locaux. Or pendant les 100 dernières années, nous nous sommes écartés de ce principe. C'était pourtant une assez bonne idée.

Les pères fondateurs voulaient des gouvernements locaux et la séparation des pouvoirs. Seul un petit nombre de questions comme la monnaie et les échanges commerciaux devaient être confiées au gouvernement fédéral. Je pense que c'était une fort bonne idée. C'est le serment que nous avons tous fait, mais presque tous les autres l'ignorent. Je ne pensais pas que beaucoup de gens dans ce pays s'y intéressaient mais à ma grande surprise, la campagne présidentielle a révélé des tas de choses. Des gens disaient que ça avait l'air d'une bonne idée et j'en étais très heureux. J'attendais que quelqu'un dise ça. C'était très encourageant. •

Source: *www.presstv.com/detail.aspx?id=79644&sectionid=3510302*

(Traduction *Horizons et débats*)

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

¿Qué está por detrás del ataque al secreto bancario de Suiza?

¿Qué tiene que ver la guerra ofensiva de la OTAN en Yugoslavia en 1999 con el ataque al secreto bancario de Suiza?

por Brigitte Queck y Hans-Jürgen Falkenhagen

¿Les interesa realmente a los políticos alemanes cerrar los refugios fiscales de los grandes estafadores?

Si fuera así, políticos es decir representantes de la administración y la economía en Alemania que hicieron fraudes fiscales por millones, como por ejemplo el caso *Zumwinkel* (jefe de exportaciones que estafó a los contribuyentes por millones de euros), no quedarían impunes mientras que otros alemanes por la sospecha de no haber hecho las cuentas correctamente son despedidos por 1,30 euro (como el caso de una cajera, funcionaria del sindicato de la cadena de supermercados *Kaiser`s*).

También deberían ser detectados y juzgados fraudes fiscales de grandes empresas que producen a bajo precio en el exterior y no pagan o pagan muy pocos impuestos y sólo transfieren sus ganancias a Alemania.

El gobierno alemán incluso asume que de esa manera se pierden muchos puestos de trabajo en Alemania, y por otro lado acusa a la Suiza honesta por no levantar su secreto bancario.

Ningún estado tiene el derecho de inmiscuirse en las cuestiones internas de Suiza

El secreto bancario se remonta al año 1934, la época de la gran crisis económica, cuando la población en Europa no confiaba más en el dinero por el que cada vez se podía comprar menos. En ese momento el gobierno de Suiza avaló por el banco suizo.

El secreto bancario se estableció finalmente para proteger al ciudadano frente al estado, ya que a éste en tiempos de crisis le gusta utilizar el dinero de los habitantes para sus propios intereses.

Reprocharle a Suiza de encubrir el fraude fiscal es falso, ya que éste es perseguido estrictamente en Suiza. Lo que muchos tal vez no saben, es que los ciudadanos suizos a través de una asamblea municipal tienen el derecho a decidir sobre la suma y el uso previsto de sus impuestos. Esto es único en el mundo.

El secreto bancario en Suiza es legal y ningún país del mundo tiene el derecho de inmiscuirse en las cuestiones internas de Suiza.

El ataque a Suiza es un ataque a un país soberano

Esto no aclara aún por qué en tiempos de crisis mundial, se pretende endemoniar a Suiza y presentarla como chivo expiatorio.

Hay que saber que el año 2002, bajo los auspicios del entonces ministro del exterior *Fischer* así como de la fundación *Bertelsmann* y apoyándose en el informe Mitchell (*George Mitchell* fue senador del gobierno de EE.UU.) tuvieron lugar los llamados *Kronberger Gespräche* (conversaciones en Kronberg): éstas culminaron con la idea de *anular la soberanía de los estados en todo el mundo* y en interés de un predominio mundial norteamericano, crear una nueva asociación de estados desde el Cercano Oriente hasta la India para controlarlos mejor.

Esto aclara por qué en Europa, como hija dilecta de EE.UU., hay tanto interés en integrar a Suiza políticamente de forma total en la UE.

El ataque a Suiza a través del ataque al secreto bancario – más tarde tal vez a su moneda – es un ataque a un estado soberano que aún no se ha subordinado a la UE y que todavía no es miembro de la OTAN.

Como se puede leer en *www.german-foreign-policy.com* del 8 de septiembre de 2006, los norteamericanos desde hace años recomiendan un nuevo orden étnico en casi todos los estados del Cercano Oriente y del Oriente Mediano. A través de la disolución de estados se crearían nuevos sujetos del derecho internacional, según su proveniencia étnica y religión. Estas recomendaciones para una disolución total del actual orden de los estados aparecieron en *Armed Forces Journal* de junio de 2006, publicado por un grupo de editoriales que publican unas 10 revistas militares. En el año 2005, las ganancias de ese grupo, según información propia, fueron de 7,6 mil millones de dólares.

El mapa cartográfico publicado bajo el nombre *Ralph Peters*, recomienda incluso la desintegración de Arabia Saudita. Ésta se justifica por la «enorme riqueza en petróleo», la que sería totalmente «inmerecida». Así se le debe arrancar a Irán el control sobre el golfo pérsico y sus riquezas petroleras, y toda la zona de la costa del país debe pasar a ser parte de un nuevo estado federal fundado en el antiguo Iraq. De esta manera, a los dos contrarios a las arrogaciones occidentales de dominio, se les quita la base material de su autonomía.

La parcelación de completos sistemas estatales

Como lo afirmó el historiador francés *Pierre Hillard*, la agresión etnicista de las potencias occidentales es impulsada de manera decisiva por la política exterior alemana.

Como él lo dice, en las conversaciones de Kronberg se trata de «una inversión total del orden de las instituciones políticas, económicas y religiosas de los estados musulmanes y sus recursos, para fijarlos al eje euro-atlántico», y también que con un crecimiento paulatino de la presencia europea en la región se instauren métodos adecuados de «la capacidad norteamericana de imponerse».

La parcelación de completos sistemas estatales no le es desconocida a la fundación Bertelsmann, ya que en eso llevó la delantera. Así, la fundación propuso en las vísperas de las guerras en Yugoslavia, poner en práctica el «principio étnico» y mobilizar grupos étnicos contra Belgrado. Con sus mismas palabras: «minorías definidas por la sangre con derechos territoriales».

También con la ayuda de Bertelsmann se realizó un plan de divisón étnica para Hungría, Rumania, Rusia y el norte del Cáucaso. De esa manera se amenaza a varios estados miembros de la ONU con la pérdida de su rango estatal.

En la revista militar norteamericana *Armed Forces Journal* se hace referencia al supuesto constante «fluir» de fronteras, como consecuencia de los rasgos biológicos de minorías étnicas y «tribus». A causa de formaciones territoriales «innaturales», sus formaciones deben cambiar «justamente ahora», desde «el Congo pasando por el Kósovo hasta el Cáucaso».

Excusas para atacar la soberanía de los estados

¿Cómo se puede llevar a cabo esto? Se podría revelar un «pequeño secreto sucio de 5000 años de historia»: la limpieza étnica funciona.

De este modo, la política le ha dado quasi la absolución a los monopolios armamentistas para que sigan haciendo guerras y ganando fortunas.

Y esto funciona de la mejor manera cuando a los estados se les quita su conducción propia, es decir se les imponen gobiernos *Quisling* para resguardar los intereses del capital monopolista internacional.

Para ello se buscaban y se buscan las más diversas excusas para atacar la soberanía de los estados y alcanzar esos propósitos:

– Antes de la agresión de la OTAN contra Yugoslavia se insistía en el supuesto «genocidio» de los serbios a los kósovo-albaneses, y la supuesta necesidad de impedir «un segundo Auschwitz», para atacar militarmente Yugoslavia y después ocupar militarmente el Kósovo. Ahora el multiétnico Kósovo ya no existe.
– Antes de la invasión de la OTAN en Afganistán, EE.UU. se refirió incluso al artículo 51 de la Carta de la ONU y la alianza de la OTAN, ya que EE.UU. supuestamente habría sido atacado por Afganistán y que entonces tiene que tomar una «posición de defensa» - sabiendo bien que uno se puede remitir al artículo 51 sólo hasta que se haya logrado rechazar un ataque de afuera. Entre tanto, muchas personas en el mundo saben que parte del gobierno norteamericano, de los servicios secretos y del ejército, pusieron en escena ese atentado del 11 de septiembre, para tener un motivo para la guerra global de la OTAN contra el terrorismo, sobre todo contra el mundo musulmano.
– En las guerras del golfo I-III contra Iraq, hacia afuera se trataba supuestamente de destituir al dictador *Saddam Hussein,* pero en realidad, de sacar de en medio a un poderoso competidor en la región, y poner un gobierno subordinado a EE.UU.; además, impedir la pérdida de la posición de monopolio mundial del dólar, temida por EE.UU, la cual estaba en peligro con el anuncio de Saddam Hussein de realizar en el futuro las ventas de petróleo en euros en vez de dólares, y finalmente, el robo de las riquezas naturales del país.

Qué configura la soberanía de un estado

En este contexto es importante tener en claro qué configura la soberanía de un estado. Algunas de las características de la soberanía de un estado son;

- un idioma propio
- un estado propio
- fronteras propias
- un sistema de derecho propio
- una cultura propia
- una policía – ejército propio
- *y también una moneda propia*.

En *Foreign Affairs* de junio de 2007 se puele leer: «Para oponerse a tendencias geopolíticas, los países podrían recuperar su soberanía a través de su moneda.»

Alemania, asistente en los empeños de EE.UU., sea bajo un gobierno de los demócratas cristianos o de los socialdemócratas, no conservó su moneda propia sino que se subordinó totalmente al proceso de integración de la UE, en la que, gracias a su rol delantero y de apoyo a EE.UU., puede tener una posición directiva por la gracia de EE.UU.

Y en ese esquema, EE.UU. juntamente con la UE, especialmente Alemania, quiere doblegar a Suiza la cual con sus instituciones como la Cruz Roja y otras instituciones económicas comunales, podría ser un ejemplo para muchos estados europeos.

Someter a los países en desarrollo con riquezas naturales

Otro punto de vista queremos destacar. Desde hace años, a los países en desarrollo con riquezas naturales que no quieren someterse totalmente al dictado del gran capital, se les han aplicado sanciones, también por parte de la UE: simplemente cortándoles la ayuda financiera, para después por medio de guerras, convertirlas totalmente en súbditos.

Para esos países, Suiza hasta ahora ha sido siempre un socio fiable. Por eso es importante para el gran capital un ataque general a Suiza, también con el apoyo de ciertos sectores de izquierda, tanto de la SPD como del partido *Die Linke.* Por ese motivo, los círculos de monopolios tratan de quebrantar la resistencia de Suiza. Esto deberá lograrse, advierte el científico francés *Pierre Hillard*, mediante una estrategia a largo plazo para una división de Suiza: la parte de habla italiana quedaría coordinada con Italia, la parte de habla francesa con Francia y la de habla alemana con Alemania.

Continuidad agresiva de la política exterior de EE.UU.

Nosotros creemos que Alemania no debería sentirse tan segura cuando ahora le ayuda a EE.UU. como su subalterno; mañana podría caer en descrédito como le pasó a Iraq. Hasta ahora EE.UU. bajo sus presidentes *Bush sen.* y *Bush jun.,* siempre logró con mentiras y engaños, también frente a los ciudadanos de su país (ver 11 de septiembre 2001), realizar paso a paso sus planes de dominio mundial, bajo el lema: «Dividir para reinar». Como el presidente actual de EE.UU. *Obama* tiene los mismos asesores que sus antecesores y obviamente también depende del complejo militar-industrial, del que recibe apoyo financiero, una continuidad agresiva de la política exterior norteamericana está programada.

Nos preguntamos ¿por qué Alemania tiene que seguir a un estado tal que vive a costa nuestra y del mundo entero, en lugar de buscarse aliados fiables? •

(Traducción *Horizons et débats*)

Preparativos de guerra en tiempos de extrema necesidad humana en todo el mundo

bh. Obama ha aprobado un presupuesto de miles de millones que pondría en práctica los planes de su antecesor. La *Nasa* va a poder continuar con sus investigaciones del universo, en la luna se instalará una estación estratégica militar para el mando global. Pero la luna es sólo una estación intermedia en el camino hacia Marte, como lo asegura *James Fletcher,* antiguamente en la Nasa. Conjuntamente con Italia y China en la luna se van a instalar detectores de antimateria.

Sobre este informe publicado hace poco en «Corriere della Sera» se alegran todos aquellos que directa o indirectamente participan de la maquinaria de guerra. Muchos ramos de la ciencia van a estar involucrados, empezando por la investigación de los efectos de la radiación cósmica en el organismo, o la investigación de las posibilidades de preparar productos alimentarios de manera tal que sean comestibles bajo las condiciones en la luna y en marte, investigación de sistemas de propulsión de todo tipo, empezando por la utilización de la antimateria a gran escala etc.

En tiempos de la más grave crisis financiera, somos testigos de un gasto de miles de millones para tales proyectos. ¿Cómo se entiende eso? La maquinaria militar nunca se preocupó de las necesidades de los individuos o de los pueblos de la tierra. Sus premisas se basan en la guerra total, ese es su concepto. Y nosotros que ayudamos con nuestras universidades y escuelas técnicas a la élite tecnológica-intelectual para que creen nuevas formas cada vez más refinadas de destrucción del planeta tierra y de sus habitantes, somos parte de la maquinaria de guerra.

Para completar, hay que mencionar que el régimen de *Hitler* con sus mejores técnicos y físicos fue el antecesor de los proyectos para conquistar el universo. Se investigó la antigravitación, es decir la posibilidad de abolir la gravedad. Se buscó la energía en el punto cero. El polo norte y sur son nuevamente factores importantes para esos planes, el campo magnético de la tierra se presta para diversos experimentos, y con respecto al calentamiento de la esfera iónica no somos muy sensibles. Lo que antes bajo el nombre de HAARP sólo existía en Alasca, ahora va a ser estacionado en Europa. El conocedor de la historia no se asombra de que las «mejores» recetas de los nazis se lleguen a realizar, después de todo se trata de varias miles de patentes de físicos y técnicos alemanes que después de 1945 fueron tomadas en posesión por las fuerzas vencedoras.

Il faut élaborer des perspectives agissantes contre la ruine menaçante causée par le gros capital

Le développement de stratégies en Amérique latine contre la dépendance – un exemple

par Titine Kriesi

En automne 2008, l'Islande, la petite île dans l'Atlantique du Nord, a été le premier pays touché par la crise financière globale, crise délibérée et planifiée. Vers la fin de l'année 2008, l'Irlande a été le deuxième pays durement atteint par la crise économique. Peu après, c'était le tour d'autres pays. Le Japon a également été atteint durement. Maintenant, plus d'une voix s'élève en disant: «La politique actuelle des […] politiciens naviguant sur le courant du gros capital conduira à une banqueroute économique suivie d'une banqueroute politique.»[1] Aux USA, la crise financière semble déclencher des troubles sociaux qui ont crû de manière latente. Il s'agit de la «confiscation frauduleuse de l'épargne d'une vie entière, de caisses de retraite et de l'accaparement de recettes fiscales, des billions de dollars pour ‹le sauvetage› des banques, qui servent finalement à remplir les poches des plus riches Américains.»[2] C'est un procédé qui vise des populations entières. Même si dans la logique de l'économie du marché libre, des restrictions sociales et salariales sont «douloureuses», mais sont vendues comme «nécessaires» et «loyales»(!), elles sont en fait pour toutes les personnes touchées un choc, sinon un arrêt de mort. Partout avec de graves conséquences pour le quotidien et l'avenir des êtres humains. En même temps, celui qui est tombé dans la détresse et qui souffre de la faim, n'arrête pas d'entendre quotidiennement les médias parler des milliards qui sont donnés aux banques – comment cela peut-il aller ensemble?

L'Hôtel Bauen de Buenos Aires a été construit par les militaires en 1978 et fermé en 2001. En 2003, il a été occupé par ses anciens employés qui en ont repris la direction. Depuis lors, il fonctionne en coopérative sans chef. De nombreuses entreprises en faillite ont été reprises par leurs anciens employés sous forme de coopératives dirigées démocratiquement. (photo mad)

Jusqu'à maintenant, les stratégies adoptées par les gouvernements ne semblent pas avoir d'effets. En tout cas, pas en faveur des personnes touchées. Au contraire. Des alternatives ne sont pas encore en vue ou pas encore saisissables.

Les villes américaines remplies de tentes pour abriter ceux qui ont tout perdu est une «solution» tout aussi inhumaine que les plans américains visant à l'édification de «camps d'internement» (HR 645, Acte de constitution de centres nationaux de secours d'urgence) qui visent à limiter les troubles sociaux et les protestations de masses attendues, éventuellement en utilisant des armes «non mortelles».[3]

Des centaines de milliers de personnes protestent dans les rues – notamment de Madrid, Bruxelles et Berlin – contre la méthode employée par les gouvernements pour faire face à la crise. A qui sert cette crise délibérée et planifiée? Fait-on tomber les pays et les citoyens dans la détresse afin de les rendre dociles? Pour établir par exemple un nouvel ordre mondial? Cui bono?

En se référant au livre de *Naomi Klein* «La stratégie du choc. La montée du capitalisme du désastre» (*ISBN 978-2-7427-7544-6)*, le soupçon se confirme que ces évènements actuels dramatiques constituent des manœuvres tactiques dans le cadre d'objectifs stratégiques.

Qui sera le prochain?

Klein démontre comment depuis le milieu des années 60 tout autour de la planète, des pays sont pris en tenaille selon le modèle de l'économie de marché libre établi par *Milton Friedman*. Le mode de l'attaque varie selon les pays. Les procédés suivent pourtant le même schéma:

(1) On met un peuple dans un état de choc, si possible d'un jour à l'autre. (2) Tandis que la population est encore à moitié endormie par ce coup de massue, complètement inconsciente, confuse et désorientée, on tire les plans de réformes des tiroirs qu'on aurait voulu réaliser il y a longtemps déjà, si la résistance démocratique de citoyens conscients n'avait pas toujours barré le chemin. A grande vitesse et en utilisant la recette du capitalisme du désastre, on exploite le pays systématiquement jusqu'à ce que tout soit mis à plat. (3) Paralèllement, on reconstruit selon les principes du capital international. Dans les formes extrêmes du capitalisme du passé, les profiteurs «de l'avant-crise» étaient toujours aussi les profiteurs «de l'après-crise». Ceux qui venaient juste de faire consciemment tomber un pays dans la misère, se profilaient désormais comme «sauveurs» de la misère et se remplissaient de nouveau les poches en profitant du chaos. Voulons-nous cela aujourd'hui? L'Islande, l'Irlande … le Japon? Qui sera le prochain?

Pénétrer les stratégies du choc et …

Les pays qui ont été récemment précipités dans une crise grave et qui sont en train d'être poussés au bord de la ruine, ont été pris au dépourvu par des «nouvelles» provoquant la peur et suscitant un danger existentiel. Encore assommés, ils sont directement confrontés à des augmentations de prix incessantes sur les produits de première nécessité, par exemple, puis les prestations sociales – comme maintenant en Irlande – sont prises dans le collimateur et respectivement supprimées. Au moyen de la dérégulation et de la déstabilisation d'institutions protégeant ou favorisant la communauté, l'Etat est affaibli jusqu'à la privatisation de son bien national. L'Etat est endetté, cela veut dire, il faut donc «aider» – «aider» au détriment des plus pauvres et au profit des plus riches. Un procédé qui a jeté les êtres humains en Amérique latine et plus tard dans d'autres pays dans un bain de sang et de larmes avant qu'ils puissent commencer à réfléchir: le maintien de l'emploi était devenu incertain ou bien le chômage se propagea comme la peste. Des milliers et des milliers de personnes furent rejetées à elles-mêmes, sur leur propre existence. Pour elles, il était tout à fait incertain de retrouver un travail – quand et où? –, d'arriver à payer leur loyer et leurs factures, et à sauver leur famille. Tout cela avec la belle promesse que bientôt tout irait mieux, et qu'on devait encore surmonter la traversée du désert.

… en tirer la leçon …

En fait, Klein n'a pas parlé de notre crise économique actuelle, bien qu'on puisse souvent le penser, mais de notre monde qui est devenu témoin, depuis bientôt cinq décennies, de procédés catastrophiques identiques ou semblables dans différents pays. Les annonces de catastrophes qui surgissent dans le monde entier actuellement montrent cependant des ressemblances frappantes si bien qu'on a tendance à se frotter les yeux. Ce qui apparaissait hier encore comme un spectre dont on se détournait et qu'on ne prenait pas vraiment au sérieux, devient une réalité brutale le lendemain. Toutes les tentatives d'apaisement des politiciens n'y changeront rien.

… et devenir résistant contre la stratégie du choc

Ce ne sont pas seulement les Etats d'Amérique latine qui ont été soumis aux tortures du capitalisme international, plus tard ce fut entre autres le tour de la Pologne, la Russie, l'Indonésie, la Chine, la Thaïlande ou le Sri Lanka. Le problème est seulement qu'ici ou là les acteurs de la catastrophe ont buté contre une résistance si bien qu'ils ont dû s'interrompre. Il faut bien remarquer que dans les différents pays, les profiteurs n'ont pas pu réaliser tout ce qui leur plaisait. La résistance de la population, là où elle était possible, les en a empêchés. Mais attention! Le destin des êtres humains a toujours été bien égal au capitalisme brutal. Ce qui sommeille prêt à servir dans les tiroirs, doit en être rapidement extrait et devenir loi – au mépris des structures démocratiques – si possible sans discussion, sans consulter le Parlement ni le souverain. Ce qui ne simplifie pas les choses pour nous autres, citoyens, et ce à quoi nous devons nous attendre, est que la brutalité, aujourd'hui dissimulée sous le masque du pouvoir soft, s'approche. Il faut devenir, comme l'exprime Klein (p. 549) un «amortisseur» du choc.

Comment l'Amérique latine développe des stratégies contre la doctrine du choc …

Après que l'Amérique latine soit devenue, à la suite de plus de cinq siècles de pillage, un continent pauvre après avoir été un continent riche, elle est devenue au milieu des années 60 un laboratoire de tests des *Chicago Boys,* envahie consciemment par le meurtre, la torture, le kidnapping et l'amère pauvreté, tout cela sous prétexte de réformes relatives à l'économie de marché (beaucoup des prétendus experts en économie redoutés ont étudié à l'Université de Chicago et étaient les élèves de Milton Friedman). Lorsque le continent commença à se remettre de son état de choc, les pays se sont souvenus de leur souveraineté nationale et se sont davantage avisés de leurs propres forces. Ils se sont rendus compte qu'ils devaient absolument se protéger contre la forme de choc qu'ils ont subie dans le passé. Ils se sont initiés «à l'art d'intégrer des amortisseurs à leurs modèles d'organisations.» (p. 549) L'une des forces les plus déstabilisatrices a été pour eux la rapidité avec laquelle une fuite de capitaux a été organisée par les investisseurs américains. Beaucoup de personnels d'entreprises ont fondé à la suite de cela, par exemple en Argentine et dans d'autres Etats, des centaines de coopératives (cf. p. 551). Des sociétés en faillite ont été ressuscitées par leurs «anciens» travailleurs sous forme de coopératives au fonctionnement démocratique – maintenant, elles n'ont pas à craindre l'exode des investisseurs … ceux-ci ont déjà déguerpi. Le Venezuela, le Costa Rica, l'Argentine et l'Uruguay se sont mis déjà d'accord pour ne plus envoyer les étudiants à la School of the Americas où autrefois beaucoup de leurs meurtriers ont été formés aux méthodes de l'anti-terrorisme.

… pour en finir avec la dépendance de l'argent international

L'Argentine, par exemple, a commencé à se distancier courageusement et consciemment des expériences de l'économie du marché libre selon Friedman (p. 548). Dans la révolte contre le néolibéralisme, l'opposition aux privatisations est devenue l'enjeu capital sur le continent (cf. p. 547). En Bolivie, il y a eu une insurrection populaire contre la privatisation de l'approvisionnement en eau qui a conduit à ce que par exemple l'entreprise américaine *Bechtel* quitte le pays. Au Brésil, «des privatisations majeures ont été bloquées par une série de référendums» (p. 542). Au Venezuela, selon Klein, «les citoyens ont retrouvé leur foi dans la démocratie comme moyen d'améliorer leur qualité de vie» (ibid.). «Ils sont moins centralisés qu'autrefois [...]. Pour les démobiliser, on ne pourra plus se contenter de supprimer quelques dirigeants.» (p. 550) Ils ont ainsi réparti les pouvoirs au niveau local et communautaire par l'intermédiaire de milliers de coopératives et de conseils de quartier (cf. p. 550), ce qui a contribué à réaliser la solidarité et l'égalité. Ils se sont souvenus de leurs bonnes vieilles économies régionales et se sont engagés par exemple au Brésil à réactiver des terres en friche sous forme de centaines de coopératives.

Beaucoup de ces pays ne veulent plus conclure d'accord avec le FMI ou la Banque mondiale. Le Brésil «refuse de conclure un nouvel accord avec le FMI» (p. 553). «Le Venezuela a quitté le FMI et la Banque mondiale.» (p. 553) L'Argentine s'est inscrite dans ce courant. «En 2005, l'Amérique latine comptait 80% du portefeuille de prêts de l'organisation; en 2007, la proportion n'est plus que de 1%»! (p. 554) Ainsi, le FMI n'a presque plus de signification sur ce continent aujourd'hui. L'Equateur a appelé à «vaincre les illusions du néolibéralisme» (p. 548) et a «annoncé que l'accord autorisant la présence d'une base militaire US sur sol équatorien qui arrive à échéance en 2009, ne sera pas renouvelé.» (p. 550–551) Ainsi, maintenant, plus d'un pays en Amérique du Sud a développé consciemment et avec succès des contre-stratégies pour se rendre plus indépendant de l'argent international.

Nous tous, qui figurons sur la liste des pays que le gros capital veut ruiner, devons développer un raisonnement fondamental pour nous sortir de la misère dans laquelle on nous force. Dans cette situation, les contre-stratégies de l'Amérique latine mentionnées plus haut peuvent nous indiquer des issues de secours qui valent la peine d'être examinées de plus près. •

---

1 Coughlan Anthony, director of The National Platform EU Research and Information Centre: *Solving Ireland's Banking Crisis,* 2/4/09.

2 Chossudovsky Michel: *Les Etats-Unis se préparent pour l'implosion sociale,* www.mondialisation.ca, 30/3/09.

3 cf. ibid.

Les pensées utopiques dans les groupes de réseaux latino-américains à Genève

*par Emmanuel Broillet, PhD en anthropologie**

bk. Emmanuel Broillet, anthropologue genevois, a, après des recherches sur le terrain en Mélanésie et en Amérique centrale, mené une étude scientifique d'une grande actualité sur des groupes d'immigrés d'Amérique latine à Genève qu'il va présenter comme thèse d'habilitation à l'Université de Fribourg. D'une part, il aborde la question de l'intégration de ces groupes d'immigrés dans leur nouvelle «patrie». D'autre part, il se demande quels trésors culturels ces immigrés ont conservés de leur pays d'origine malgré un exil forcé. Il appelle cela leurs «pensées utopiques», pensées que 500 ans d'une féroce colonisation n'ont pas pu détruire complètement et qui se manifestent aujourd'hui dans les mouvements d'émancipation politique d'Amérique latine.

La rédaction d'«Horizons et débats» est heureuse de pouvoir publier les résultats de cette précieuse recherche et d'apporter ainsi une contribution scientifique au développement de la compréhension et du dialogue interculturels en montrant l'importance de la culture d'Amérique latine.

Marché de La Paz en Bolivie. Après des siècles d'exploitation et d'humiliation coloniales, les populations d'Amérique latine sont en train de prendre leur destin en mains. Elles sont aidées dans cette entreprise par leurs valeurs ancestrales, dont la principale est le sens de la solidarité. (photo keystone)

Je vous propose ici un résumé de mon agrégation en vue d'un dépôt à l'Université de Fribourg (CH), une étude socioculturelle sur les pensées utopiques dans les groupes de réseaux latino-américains, à Genève, en ville uniquement. Celle-ci se compose d'une introduction et de six parties suivies d'une conclusion. J'ai consacré ces quatre dernières années à la réalisation d'une recherche anthropologique orientée vers certaines priorités politiques et socioculturelles du moment. J'ai étudié les pensées utopiques latino-américaines non seulement dans le contexte de la globalisation et des migrations internationales, mais aussi et surtout dans le contexte de la modernité, de l'éthique et de la colonisation du continent américain par les Européens.

La problématique de mes recherches est la suivante. Pourquoi ce choix?

Tout d'abord, ce projet de recherches anthropologiques fait partie d'études postdoctorales, une thèse d'habilitation que je vais défendre à l'Université de Fribourg. Ensuite, ce projet arrive à un moment d'intenses débats sur la scène internationale et au sein des agences nationales, des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des institutions académiques latino-américaines à propos de la nature de la société civile du XXIe siècle. Pendant que les processus de globalisation sont en train de structurer la communauté transnationale via les diasporas existantes, des recherches anthropologiques sont maintenant souhaitées afin d'éclairer l'utilisation des nouvelles relations entre les populations. Si l'intégration économique, politique et communicative s'élargit sur les cinq continents, il en va de même des processus de formation des sujets transnationaux et de la diversité des communautés.

A travers l'Amérique latine, les agendas de la discussion sur le néolibéralisme et la postmodernité sont visés avec enthousiasme par les agences internationales et les gouvernements nationaux. «Le développement à figure humaine» et «la croissance avec équité» sont de ce fait devenus des *leitmotivs* pour l'application des nouvelles formes de négociation à l'intérieur des organisations qui travaillent avec les différences sociales et le sens du développement. Mais la postmodernité inclut aussi une intensification de l'exploitation des travailleurs immigrants, l'oppression raciale, la discrimination contre les femmes et l'exclusion sexuelle. Dans cette conversation sur le néolibéralisme et la postmodernité, sur les classes sociales, les cultures et les économies, nous ne devrons pas oublier ceux qui vivent sur la face cachée de l'histoire.

Ce que les autochtones latino-américains ont cru identifier comme l'histoire de l'Amérique latine n'est, en fait, que l'histoire de la colonisation de leurs pays. L'histoire de la colonisation, qu'ils ont prise pour la leur, a aggravé leur déperdition, leur autodénigrement; elle a favorisé l'extériorité et nourri le rejet du présent. Si bien que leurs histoires ne sont pas tellement accessibles aux historiens. La méthodologie utilisée ne nous donne accès qu'à la chronique coloniale.

Libérer l'histoire de sa dépendance du colonialisme

La chronique des autochtones latino-américains fait abstraction des dates et des faits répertoriés. Appliquées à leurs histoires, la vision et l'acceptation de leur indianisme leur permettent d'investir ces zones impénétrables du silence. C'est en cela que leur littérature est historique. Leur vision de l'indianisme, qu'ils ont placé comme centre de créativité, leur permet de reconsidérer leur existence, d'y voir les mécanismes de l'aliénation et d'en percevoir surtout les beautés. Cette vision les renvoie à la sollicitation de leur chaos historique. Grâce à elle, ils reviennent au magma qui les caractérise. Elle les libère aussi du militantisme littéraire anticolonialiste, si bien que lorsqu'ils se recherchent, ce n'est plus une idéologie à appliquer, mais le désir de se reconnaître eux-mêmes dans leurs tares et dans leurs écorces.

La connaissance des langues: «une force de l'expressivité»

La première richesse des membres des groupes de réseaux latino-américains est de posséder plusieurs langues: la langue vernaculaire de départ; ensuite, l'anglais, l'espagnol et/ou le portugais, comme langues de colonisation; et, maintenant, le français comme langue d'adoption à Genève. Ces langues sont donc une des forces de leur expressivité, ainsi que l'a démontré l'écrivain colombien *Gabriel Garcia Marquez* (Prix Nobel 1982) qui, à partir d'elles, a su initier une poésie en rupture complète avec celle qui avait cours jusqu'alors, mariant la revendication politique la plus extrême à l'assomption d'une poétique enracinée. Aujourd'hui, l'antidote de l'ancestrale domination qui les accable est le langage qui, lui, peut exprimer ce que sont les indigènes latino-américains, leur présence en ce monde et leur enracinement.

Se libérer de l'alignement sur les valeurs des colonisateurs

Une des entraves à la créativité latino-américaine est le souci obsessionnel de l'universel. C'est le syndrome du colonisé; ce dernier craint de n'être que cette personne dévalorisée, tout en étant honteux de vouloir être ce qu'est son maître. Il accepte donc – comme suprême subtilité – de considérer les valeurs de ce dernier comme les références du monde idéal. D'où l'extériorité des Latino-américains et d'où leur naufrage esthétique. Mais la littérature latino-américaine se moque de l'universel, de cet alignement factice sur les valeurs occidentales. Les autochtones veulent approfondir leur indianisme en pleine conscience du monde. En peu de mots, ils veulent donc penser le monde. Cette «pensée complexe», voir «utopique», peut et doit les y aider car, tout se trouvant mis en relation avec tout, leur vision s'élargit inexorablement.

Echanges internationaux et renforcement de l'identité indigène

Le Pérou, la Bolivie, l'Equateur, le Guatemala et le Mexique, pour ne citer que quelques exemples, sont cinq pays considérés comme des fers de lance des mouvements indigènes. Ils ont, en effet, des contacts intimes avec d'autres mouvements appartenant aux nations démocratiques. Pendant ces recherches, je vais donc examiner la formation de la communauté transnationale au sein du modèle économique et politique dominant et globalisant. La concentration des minorités ethniques dans les pays d'Amérique latine, qui ont été des colonies espagnoles ou portugaises (le Brésil), et les définitions de la différence et du développement, favorisent les agendas internationaux. L'élargissement des opérations et la force des mouvements sociaux indigènes et des organisations politiques parlent en faveur des processus de trans-nationalisation et des idées politiques concernant l'identité indigène. En réalité, on ne peut plus dire que *los Indios* représentent des groupes socio-économiques isolés. Au contraire, la rhétorique d'un autochtone transnational permet à ce dernier de s'impliquer dans les échanges internationaux aux niveaux des personnes, idées, conférences, communication électronique et autres sources d'information.

Débouchés des recherches: réponses et réactions de la diaspora latino-américaine face au développement contemporain

A propos du choix du sujet et des débouchés des recherches, cette étude explore les relations négociées entre les acteurs nationaux, les Suisses – dont le but est de se conduire avec respect envers les «autres», d'intégrer la population immigrante et de défendre les intérêts nationaux, ethniques ou religieux – et les membres des groupes de réseaux latino-américains. Le principal intérêt de ces recherches concerne la manière dont la diaspora latino-américaine répond et réagit face au développement contemporain. Il semble correct de suggérer que cette diaspora est différente des autres communautés transnationales établies à Genève, en termes de positionnement social dans la ville hôte.

Je terminerai par une note relevée dans «The Economist» du 20 mai 2006, sous le titre «The Battle for Latin America's Soul», en citant les conseils de *Richard Nixon* donnés à *Donald Rumsfeld,* je cite: *«Latin America doesn't matter [...] people don't give one damn about Latin America»,*[1] pour mieux éclairer un certain état d'esprit, le fruit de 500 ans de colonisation et de modernité. Cet état d'esprit se poursuit avec le rappel de la guerre sanglante qui eut lieu au Salvador, en Amérique centrale, de 1979 à 1991, durant laquelle les Etats-Unis prirent une part active.

Jusque là, écrit «The Economist», «Nixon was right».[2] Mais le monde évolue et, aujourd'hui, l'Amérique latine est sous la loupe des journalistes du monde entier. Définitivement, quelque chose de fondamental est en train de changer. Est-ce dû à la démocratie libérale et au marché capitaliste remis en question par la crise économique actuelle, comme le propose «The Economist»? Ou, est-ce dû à d'autres valeurs, aux utopies que j'ai relevées par exemple dans mon étude? J'essaierai de vous le démontrer dans les prochaines publications qui paraîtront dans «Horizons et débats» à la suite de cette introduction. •

---

* *Emmanuel Broillet* collabore en tant qu'anthropologue avec le Bureau international d'éducation (BIE, UNESCO) à Genève et depuis peu, avec le *Center for European Higher Education* (pour l'Australie et la Suisse). Il a obtenu un *master* à l'Université de Queensland (Australie) et un doctorat à l'Université de Berne. Depuis le début des années 90, il a mené des recherches ethnographiques en Mélanésie (Nouvelle-Calédonie) et en Amérique centrale (El Salvador). Dans le cadre de ses recherches, il a développé une théorie de la dynamique de groupe et de la dynamique qui facilite les changements et le progrès.

[1] «L'Amérique latine ne joue aucun rôle […] personne ne s'intéresse à l'Amérique latine.»

[2] «Nixon avait raison.»

«Transmettre les fleurs de la paix»

Exposition d'Urs Knoblauch – 35 ans d'art conceptuel «GENAUER ERFASSEN»

par Peter Küpfer

La devise de cette exposition émouvante est une citation de *Tchinghiz Aitmatov* (1928–2008):

«L'humanité n'a pas de mission plus vaste et complexe que celle de créer une culture de paix en opposition au culte de la violence et de la guerre.» S'il fallait une preuve que de nos jours les arts plastiques ont leur mot à dire à ce sujet, cette exposition le prouve de manière impressionnante.

Des toiles, des installations des estampes, le tout entrecoupé de textes et d'objets qui, de diverses manières, pointent le problème, toujours sans solution, de la paix dans le monde – toutes les œuvres témoignent de la volonté de l'artiste d'apporter une contribution à l'établissement de la paix dans le monde entier.

La paix est une œuvre collective

Modeste, cet artiste conceptuel suisse qui vit aujourd'hui à Fruthwilen, en Thurgovie, au bord du lac de Constance, n'adresse pas à son public son message de paix comme un appel artistique ou intellectuel venant de haut, mais il cherche et trouve dans les hommes ce qui peut transmettre et renforcer ce message. Il ne cesse de sensibiliser le regard du spectateur à ce que l'individu, l'artisan, le paysan, mais aussi l'écrivain et le philosophe ont déjà préparé. C'est sur ce fondement dialogique que la culture de paix devra se déployer, que quelque chose de durable pourra être développé. C'est dans ce terreau que s'épanouissent dans la diversité les fleurs de la paix.

Leur beauté, telle qu'elle s'exprime dans les nouveaux tableaux de fleurs, en écho à ceux du peintre du sacré et des fleurs *Ferdinand Gehr,* ne visent pas l'harmonie: les couleurs pures et jubilatoires contrastent avec les souffrances du monde qui s'expriment dans des photos en noir et blanc ou dans des textes, des objets et des installations entières qui s'insèrent dans la beauté des fleurs et invitent à la réflexion. La beauté des fleurs n'est donc pas un but en soi, une manière de détourner le regard de la réalité pour le diriger vers un monde purement esthétique – elle nous invite à conserver l'idéal de la paix qui est celui de l'humanité tout entière. L'artiste souligne dans un commentaire que «l'importance de la quête de davantage de paix s'exprime dans tous les domaines de l'activité humaine. Peu d'entre elles ne sont pas liées à la quête d'une vie communautaire juste et pacifique. Partout où l'homme exerce une activité qui a un sens, il contribue à la paix globale, ce qui est aussi le principe de la nature. Dans tous les domaines de la culture, dans le travail productif, à l'école et dans les familles, l'agriculture, l'artisanat et la technique, la grande idée de la paix est la vraie motivation. C'est pourquoi nous la trouvons dans beaucoup de témoignages littéraires: ils reflètent la vie et la coopération humaines.» Textes et images sont toujours allés de pair dans l'œuvre d'*Urs Knoblauch;* ils dialoguent de manière passionnante.

Suisse ouverte et Suisse commémorative

Cette quête de paix est aussi au centre des œuvres de *Gottfried Keller* et de *Meinrad Inglin.* Ces deux écrivains suisses ont toujours insisté sur la question du sens de la vie: Le paysan, l'enseignant, l'artisan et l'artiste travaillent tous pour le bien des hommes, pour le bien commun et par conséquent pour la paix. Ce n'est donc pas un hasard si l'artiste montre cette exposition, qui est en même temps une rétrospective de son œuvre centrée sur le concept «GENAUER ERFASSEN» (approfondir la compréhensioin), au *Centre Gottfried Keller* de Glattfelden, endroit où se passent d'importantes parties du roman «Henri le Vert» qui illustre clairement le temps qu'il a fallu à l'auteur pour orienter enfin sa vie de manière déterminée dans une direction conforme à ses convictions: agir dans ce monde.

L'artiste Urs Knoblauch et quelques-unes de ses œuvres lors de l'exposition «Transmettre les fleurs de la paix» à la galerie du Centre Gottfried Keller (Gottfried Keller Zentrum) de Glattfelden, ZH. (photo lk)

Cela correspond exactement aux conceptions de l'artiste. Chaque détail de ses œuvres montre le monde entier avec tous ses défauts et ses imperfections. Ce n'est pas un hasard si plusieurs œuvres d'Urs Knoblauch sont influencées par l'écrivain suisse Meinrad Inglin qui, dans son roman autobiographique «Die Welt in Ingoldau», est parti de l'idée que tout ce qui se passe à Ingoldau porte en soi les événements du monde. Ainsi, beaucoup d'œuvres d'Urs Knoblauch témoignent de son combat pour une Suisse moderne et ouverte au monde. Mais le thème de la Suisse non plus n'est pas muséal ou idyllique. Etre Suisse, appartenir à un pays voué à la démocratie directe, abritant le siège de la Croix-Rouge, Etat signataire des Conventions de Genève, qui a amené *Schiller et Goethe* à des réflexions approfondies sur l'Etat et ses rapports à l'individu, pays qui rayonne dans le monde avec ses quatre cultures qui dépassent à maints égards les particularismes nationaux, avec sa tradition de médiation lors de conflits et l'assistance qu'il apporte lors de catastrophes, être Suisse dans ce sens-là, c'est pour Urs Knoblauch un devoir qu'il remplit en tant qu'artiste avec beaucoup de sérieux. La rétrospective de ses installations à propos de «La Suisse dans un miroir» montre cet engagement de façon impressionnante. Elles sont de nouveau d'actualité. La citation principale représente la somme des luttes intérieures qu'a values à l'auteur son image de la Suisse. Ce qu'il fait dire à un de ses personnages principaux pendant la crise nationale de la grève générale de 1918 fournit une autre devise, d'une actualité étonnante, de l'exposition: «Cette forme d'Etat démocratique de grande spiritualité et extraordinairement tolérant est ce qu'une société mélangée comme la nôtre a créé de plus intelligent au cours des siècles. J'y ai réfléchi et j'ai constaté qu'il n'existait rien de mieux dans le monde.»

Visite de l'exposition

Lors d'une visite de cette exposition riche en couleurs qui nous invite à la réflexion, on trouve entre autres les œuvres suivantes. Trois assez grandes œuvres (photographie, texte et aquarelle) sont consacrées à l'engagement pour la paix dans le monde d'*Henri Dunant,* d'*Albert Schweitzer* et de *Bertha von Suttner.* La sculpture «Lumières de paix» renvoie à la philosophie des Lumières, à l'ouvrage de *Kant* intitulé «Projet de paix perpétuelle» et à la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipule dans son article premier que tous les êtres humains agissent «les uns envers les autres dans un esprit de fraternité». Une série de tableaux de fleurs à caractère ornemental et réaliste, combinés à des photos et à des textes, évoque le grand peintre suisse du sacré et des fleurs Ferdinand Gehr. Plus loin, le visiteur découvre un groupe d'œuvres déjà mentionné qui se réfère à «La Suisse dans un miroir», de 1938. Le «modèle suisse» fait de liberté, de souveraineté et de démocratie directe, avec sa tradition humanitaire soucieuse du bien commun et de la paix est un exemple et un espoir pour tous les pays. Au lieu des folles spéculations financières mondiales, des dépenses d'armement, la vie communautaire des hommes doit être orientée vers le bien commun.

Dans ce contexte, les thèmes de l'eau, de la nourriture et de l'agriculture présents dans l'exposition doivent être compris comme des voies vers la justice sociale et la paix dans le monde. Le renforcement de structures régionales et de petites exploitations agricoles sont, d'après des experts, un facteur important de lutte contre la faim. (*Rapport sur l'agriculture mondiale 2008*). Avec son tableau avec texte «En finir avec la guerre et l'injustice – renforcer le bien commun» et l'objet en bois «Aux côtés des pauvres», l'artiste établit des rapports avec l'éthique, la Charte des Nations Unies, la doctrine sociale chrétienne, la théologie de la libération, les organisations humanitaires (aide à l'autonomie) et l'important secteur coopératif. Il est entièrement fait de matériaux que le monde occidental jette aux ordures.

D'autres travaux montrent des paysages, notamment de montagne, aux couleurs gaies. Des photos en noir et blanc de la vie quotidienne des gens dans la région et des citations littéraires relient le tout en un dialogue passionnant.

Ces œuvres associent l'éthique, la culture et la paix dans une forme d'art total aux références multiples tel qu'il apparaît dans la notion de culture de l'UNESCO: «La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.» S'engager en faveur de davantage d'éthique et de justice sociale en politique et en économie est un devoir, surtout de nos jours, aussi pour les artistes.

Les tableaux d'Urs Knoblauch nous interpellent

Les guerres barbares d'hier et d'aujourd'hui contraires au droit international, le terrorisme, la faim et l'injustice tuent d'innombrables soldats et surtout des innocents, pour la plupart des civils et des enfants. Mais aussi des biens culturels irremplaçables, des valeurs et des traditions de villages et de régions entières, des infrastructures vitales, le ravitaillement en eau, des hôpitaux, des écoles, des églises et beaucoup de terre agricoles sont détruits. C'est ensemble seulement que nous pouvons établir la justice sociale et la paix. Pour cela, il faut davantage d'éthique en politique, en économie et dans la culture. Avec cette exposition, en transmettant «les fleurs de la paix», Urs Knoblauch a apporté une contribution remarquable.

Ceux qui voudront, en écho à l'exposition, transmettre les fleurs de la paix, pourront emporter un objet spécial, le garder un certain temps puis le transmettre à un ami. Il s'agit d'une planchette sur laquelle figure une belle fleur de la paix. Si on la retourne, le texte sur le thème de la paix crée un autre écho et d'autres relations. Petite contribution au thème: il ne faut pas seulement contempler les fleurs de paix, il faut les donner.

D'autres actions de transmission symbolique sont possibles, par exemple des jeunes plants d'arbres fruitiers ou des tubercules de patate douce, prêts à être emportés (topinambours du jardin de l'artiste et de sa femme). Leurs fleurs jaunes sont appelées «fleurs du pauvre». Grâce à elles ou à d'autres semences de fleurs ou de légumes, chaque visiteur engagé peut et doit devenir un semeur de «semences de paix».

L'exposition est ouverte jusqu'au dimanche 7 juin 2009. L'artiste sera présent ce jour-là à partir de 14 heures (finissage jusqu'à 17 heures). Dans le courant de l'après-midi, on poura aussi voir un très beau documentaire d'*Axel Grunow,* véritable rétrospective des œuvres d'Urs Knoblauch. •

Biographie et expositions

Urs Knoblauch est né en 1946 à Zurich. Après sa formation artistique de base aux *Grands Magasins Globus* et à la Kunstgewerbeschule de Zurich, il a été notamment responsable, à l'Atelier Leber & Schmid de Zurich, du pavillon suisse de l'Exposition universelle de 1970 au Japon. Après son mariage, il a dirigé avec sa femme un atelier de projets internationaux d'expositions et de graphisme (timbres-poste pour les PTT). En 1974, il a reçu une bourse des beaux-arts de la ville de Zurich. En 1979, il termine une formation d'enseignant de dessin. Depuis, il enseigne le dessin et l'éducation artistique ainsi que les projets d'exposition au *Literargymnasium Rämibühl* de Zurich (*www.lgr.ch*). Il participe à différentes expositions en Suisse et à l'étranger, entreprend des voyages d'étude et suit des formations continues en culture et en sciences humaines et sociales. Il travaille comme journaliste et fait des conférences sur l'histoire de la photographie (dialogue entre la peinture et la photographie) dans le cadre de l'Université populaire de Zurich. En 2008, il fait un voyage culturel en Iran sous la direction d'*Albert Stahel* de l'Université de Zurich. Il participe à la rédaction de divers catalogues et du «Neues Biographisches Lexikon der Schweizer Kunst» (1998). On trouve de ses œuvres dans des collections publiques et privées.

Informations complémentaires sur le site www.kultur-und-frieden.ch (Urs und Lene Knoblauch, Atelierhaus Fruthwilen, Hauptstrasse 38, 8269 Fruthwilen E-mail: kultur-und-frieden@bluewin.ch)